

APPEL A LA GREVE LE 09 AVRIL 2015

Le gouvernement a pris un chemin opposé à ses engagements de campagne et nous avons à faire à une politique de régression sociale. La loi Macron, sous couvert de « réforme », nous propose un démantèlement du droit du travail pour mettre entre les mains de certains patrons dont Michelin fait partie, le pouvoir de disposer des salariés comme bon leur semble.

Un pouvoir vraiment démocratique ne ferait pas passer ce genre de loi en force (utilisation de l'article 49-3) et se soucierait du bien-être du plus grand nombre au lieu de l'intérêt financier de quelques-uns. La répartition des richesses chez Michelin est le reflet de ce même état d'esprit.

Dans ce climat d'oubli des intérêts du peuple et parce que nous nous souvenons que tous nos grands acquis sociaux ont été obtenus ainsi:

Nous appelons à la grève nationale interprofessionnelle le 09 Avril, et à manifester à 10h30, place du 1er Mai.

SUD (de l'Union Syndicale Solidaires) appelle l'ensemble des salariés de Clermont-Ferrand à des arrêts de travail pour participer à cette manifestation.



Jeudi 9 avril 2015

GREVE NATIONALE INTERPROFESSIONNELLE

Contre toute austérité...
Contre le pacte de Responsabilité et la loi MACRON...
Pour la satisfaction des revendications...

La politique économique du gouvernement qui s'inscrit dans la soumission aux diktats imposés par l'Union Européenne, conduit à la précarité et à la pauvreté des salariés, les jeunes et les retraités.

Les centaines de milliards d'aides fiscales et sociales données chaque année au patronat fragilisent notre système de protection sociale et le service public...

Aucune contrepartie n'est exigée en matière de maintien de l'emploi ou des salaires : les patrons bénéficient des subventions, des aides et des exonérations, mais les plans de licenciements et le blocage des salaires se poursuivent...

Le Pacte de Responsabilité, signé par le MEDEF, la CGPME, l'UPA avec la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC, avec le soutien de l'UNSA, et mis en oeuvre par le gouvernement, ce sont 50 milliards d'économies en 3 ans pris sur les hôpitaux, l'enseignement, les collectivités locales, la sécurité sociale, les retraites, les prestations sociales...

Et ce sont 41 milliards de cadeaux supplémentaires au patronat. Depuis 30 ans, les gouvernements exonèrent le patronat de cotisations sociales : cela se traduit par un chômage de masse et l'explosion de la pauvreté !

Le gouvernement poursuit la politique d'austérité : elle amène à des catastrophes partout où elle a été mise en oeuvre.. (cf. Grèce, Portugal; Espagne...).

Avec la loi MACRON, le gouvernement donne encore raison aux exigences du MEDEF : facilités pour licencier, banalisation du travail du dimanche, remise en cause de la justice prud'homale, privatisation du secteur ferroviaire, déréglementation du contrat du travail...

En utilisant l'article 49-3, le gouvernement veut passer en force pour imposer la loi MACRON... C'est un aveu de faiblesse ! La dernière fois qu'il a été utilisé, c'est en 2006 pour le CPE et face à la mobilisation, le gouvernement de l'époque avait été obligé de le retirer !

Mais pour l'Union Européenne, ça ne suffit pas : MOSCOVICI, commissaire européen à l'économie, exige la réforme du marché du travail... c'est-à-dire le démantèlement complet du Code du Travail et de toutes les garanties collectives...

Et pour le MEDEF, ça ne suffit pas non plus : le patron de la FNAC demande la disparition du repos dominical... GATTAZ veut réduire les droits des représentants du personnel en modifiant les IRP... Et le MEDEF veut la disparition du SMIC, la remise en cause de la durée légale du temps de travail...

Ça suffit ! Il faut bloquer l'austérité... !

Il faut bloquer la destruction des droits et des acquis des salariés... !

FO, CGT, FSU et Solidaires condamnent le Pacte de Responsabilité et la Loi MACRON et en demandent le retrait !

Ce n'est pas le patronat qu'il faut aider... Ce sont les revendications urgentes des salariés qu'il faut satisfaire !

- Augmenter les salaires, c'est bon pour l'économie (augmentation de la consommation) et bon pour la protection sociale : 1€ de plus de l'heure dans le privé et 8% d'augmentation du point d'indice dans le public, ce sont 15 milliards de plus pour la Sécurité Sociale !
- L'emploi est une préoccupation majeure des salariés : le gouvernement verse des aides publiques aux entreprises... Il doit bloquer les licenciements, les délocalisations, le dumping social, les fermetures d'entreprises, y compris en nationalisant ! Dans le secteur public, il faut arrêter les suppressions de postes et créer tous les postes statutaires nécessaires dans les 3 fonctions publiques !
- Le retour à la retraite à 60 ans à taux plein et l'abrogation de toutes les régressions opérées depuis 1993 pour favoriser entre autres l'embauche en CDI des jeunes !
- Les services publics doivent être préservés et renforcés... Ils sont indispensables pour garantir l'égalité des droits des citoyens et le développement éco-

**Les organisations syndicales FO, CGT, FSU et Solidaires appellent dans l'unité à l'action
Contre toute austérité...
Contre le pacte de Responsabilité et la loi MACRON...
Pour la satisfaction des revendications...**

Les organisations syndicales FO, CGT, FSU et Solidaires appellent dans l'unité à la

GREVE NATIONALE INTERPROFESSIONNELLE

Jeudi 9 avril 2015 – départ place du 1er mai-10h30

***Dès maintenant, FO, CGT, FSU et Solidaires appellent à la tenue de réunions et d'AG
pour préparer partout la grève nationale interprofessionnelle !***